

RAPPORT ANNUEL

2022-2023



CENTRE DE JUSTICE
DE PROXIMITÉ
du Bas-Saint-Laurent



Acronymes

Les acronymes suivants sont utilisés dans le but d'alléger le texte :

CJP Centre de justice de proximité

CJP BSL Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent

DDAJ Direction du développement de l'accès à la justice

MJQ Ministère de la Justice du Québec

PRD Prévention et règlement des différends

Veillez noter que l'utilisation du genre masculin a été adoptée afin de faciliter la lecture et n'a aucune intention discriminatoire.

Crédit photo : Laurie Cardinal, photographe

TABLE DES MATIÈRES

4	Mot de la présidente
6	Mot de la directrice
7	Présentation du CJP BSL
9	Rapport d'activités 2022-2023 Service Info-Dossier Petites créances Service Info-Séparation Un premier forum Le balado : Contacts : Une étape à la fois Projet d'accompagnement psychosocial Séances d'information Formations Chroniques juridiques Activités d'équipe Implications dans le réseau des CJP
23	Responsable des technologies de
24	l'information Statistiques

Mot de la présidente

À l'aube de terminer mon tout premier mandat à titre de présidente du conseil d'administration du Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent, l'heure est au bilan.

En premier lieu, soulignons qu'en début d'exercice, l'ensemble de nos services ont repris en présence graduellement, ce qui a permis à notre équipe d'offrir un service de proximité à la clientèle tout en permettant de proposer des solutions à distance pour les clients qui le souhaitaient. Je suis donc très heureuse que nous ayons été en mesure de répondre aux besoins des justiciables en offrant un accompagnement de première ligne favorisant l'accessibilité à la justice.

Au cours de l'exercice 2022-2023, quelques membres du conseil d'administration ont participé au forum « Pour un meilleur accès à la justice » et ont pu échanger avec de nombreux intervenants du milieu communautaire et judiciaire dans la foulée de l'adoption de la loi 26. Ces discussions se poursuivront au cours de la prochaine année où nous serons appelés à définir l'évolution de notre panier de services tout en conservant les bases de notre mission d'information juridique et de promotion des modes de prévention des PRD.

Également, certains membres du conseil ont participé à un exercice de planification stratégique des CJP. Cet exercice est le premier pas vers une planification stratégique de l'ensemble des CJP pour les cinq prochaines années. L'exercice a eu lieu dans tous les centres du Québec et un rapport fut présenté aux présidents et directions générales des CJP. Il sera intéressant de poursuivre les travaux au cours du prochain exercice et de s'assurer de la vision cohérente dans la poursuite de la réalisation de la mission des CJP tout en respectant nos réalités régionales.

Évidemment, tout au long de l'année, le conseil d'administration, de concert avec la directrice générale, a effectué un suivi rigoureux du budget octroyé pour la période visée, permettant ainsi une saine gestion financière du Centre.

Cette année, les membres du conseil ont également porté une attention particulière au climat de travail au sein du CJP. Accompagnement, rencontres et interventions furent proposés aux employés et à la direction afin d'optimiser les façons de faire. De plus, à l'image du reste de la société, notons que la pénurie de main d'œuvre n'a pas épargné notre centre. Nous avons eu plusieurs départs dans la dernière année, notamment au sein du personnel avocat. Néanmoins, les services ont pu être maintenus grâce à l'implication constante et l'engagement de notre directrice générale, Marie-Josée Fournier, à soutenir les employés et son dévouement envers la clientèle. Enfin, je ne peux passer sous silence l'excellent travail des employés de notre centre à la réalisation des activités, conférences, accueil et soutien à notre clientèle.



En terminant, je tiens également à souligner l'implication des administrateurs et administratrices du conseil d'administration du CJP BSL. Votre implication est nécessaire pour le Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent. Je tiens particulièrement à remercier chaleureusement Mme France Paquet et M. Philippe Labelle qui terminent leur mandat cette année et j'ai une pensée toute particulière pour M. Arthur Gélinas qui nous a quitté, mais dont le souvenir restera présent pour le CJP Bas-Saint-Laurent, très longtemps.



Sur la photo : Pierre Craig, journaliste et Me Marie-Josée Fournier, directrice générale

Mot de la directrice

Chers membres,

C'est avec enthousiasme que nous présentons le présent rapport d'activités, qui reflète notre année de changements, de réflexions et de concertations.

Nous avons d'abord franchi une étape cruciale en déménageant dans des locaux plus spacieux, nous permettant d'élargir notre offre de services et d'approfondir notre impact. De plus, nous offrons un service sans rendez-vous deux jours par semaine au Palais de justice de Rivière-du-Loup.

Un moment exceptionnel a été marqué par la tenue de notre tout premier Forum en accès à la justice. Cette initiative reflète notre engagement profond envers l'égalité et l'accès universel à la justice pour tous. Vos contributions et votre participation active ont été la clé de son succès et nous sommes reconnaissants d'avoir des partenaires aussi dynamiques.

Parallèlement, nous sommes au cœur d'une réflexion stratégique visant à définir les orientations qui guideront notre action dans les années à venir. Vos idées et suggestions continueront de façonner notre avenir, et nous sommes impatients de construire ensemble un impact encore plus significatif.

Merci de faire partie de cette formidable aventure. Ensemble, nous transformons des défis en opportunités, et je suis inspirée par la force collective qui caractérise notre organisme.

Me Marie-Josée Fournier

PRÉSENTATION DU CJP BSL

MISSION

Promouvoir l'**accès à la justice** en favorisant la participation des personnes, par des **services gratuits d'information**, de soutien et d'orientation, offerts en **complémentarité** avec les ressources existantes.

SERVICES

Obtenir de l'information juridique **personnalisée, complète et accessible** selon votre situation juridique lors d'une rencontre avec un juriste pour vous permettre de faire un **choix éclairé**.

Valoriser les **modes prévention de PRD** et offrir les services en **prémédiation** aux petites créances et en séparation.

Offrir un **accompagnement psychosocial** au besoin.

Offrir des **séances d'information** juridique à la population.

VISION

Être un lieu reconnu d'information juridique et de référence, proche de la population, visant à rendre la **justice plus accessible** et à **accroître la confiance** dans le système judiciaire.

VALEURS

Empathie

Respect

Impartialité

Collaboration

Ouverture

d'esprit

FINANCEMENT

Le CJP BSL est subventionné par le **Fonds Accès Justice**. Ce fonds spécial soutient des **actions en matière d'accès à la justice**. Les revenus proviennent des crédits du MJQ, de l'Entente Canada-Québec concernant les mesures québécoises de justice familiale et de la contribution exigée des personnes qui commettent une infraction aux lois pénales québécoises.

MERCI À

NOTRE C. A.

Le conseil d'administration est
composé de **7** membres :

- **Arthur Gélinas**
président (07-2022)
- **Isabelle D'Amours**
présidente
- **France Paquet**
vice-présidente
- **Julie Boucher**
trésorière
- **Philippe Labelle**
secrétaire
- **Nathalie Girard**
administratrice
- **Lise Beaulieu**
administratrice

NOTRE ÉQUIPE

**Marie-Josée
Fournier**
Directrice générale
et avocate

**Sabine
Maegerli**
Adjointe
administrative

**Rachida
Idrissa Kimba**
Adjointe
administrative

**Rebecca
Galbraith**
Étudiante
en droit

**Jessica
Lamarre**
Adjointe
administrative

**Josée
Arsenault**
Adjointe
administrative

**Daniel
Massé**
Avocat

**Maggy
Roy Plourde**
Avocate

**Marie-Christine
Loubert**
Coordonnatrice
psychosociale

**Justine
Lacroix**
Étudiante en
administration

**Laurence
Guénette**
Avocate

**Annie
Laplante**
Avocate

**Olivier
Morneau**
Étudiant en
droit

**Angéline
Lacroix**
Coordonnatrice
de projet

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2022-2023



Dans le cadre de notre engagement continu envers la justice, ce rapport d'activités vous offre un aperçu de nos initiatives.

En tant que fervents défenseurs de l'accès à la justice, nous concentrons nos efforts sur des actions concrètes visant à surmonter les barrières et à garantir une égalité d'accès pour toutes les personnes de notre région.

Ce rapport reflète notre détermination à créer une justice plus accessible, soulignant nos réalisations.



SERVICE INFO-DOSSIER PETITES CRÉANCES

Pour une deuxième année, les CJP ont offert des services dans le cadre du Programme de prémédiation et de médiation aux petites créances.

Rappelons que le service Info-Dossier petites créances des CJP offert dans le cadre de ce Programme est proposé à toutes les personnes dont le dossier est contesté à la Division des petites créances depuis le 13 mai 2021. Il vise à leur offrir de l'**information**, du **soutien** et de l'**orientation** au sujet des dimensions juridiques de leur conflit et des procédures liées à la Division des petites créances. De plus, il aide à envisager la **médiation** pour régler leur situation et de s'y préparer.

Les différents apprentissages faits au cours de la première année du Programme nous ont amenés à apporter des améliorations notamment aux processus. Nous avons rapidement pu constater les bienfaits de ces changements qui nous ont permis de diminuer nos délais de traitements des dossiers.

LES AMÉLIORATIONS

- L'adaptation de notre angle communicationnel : « *Vous avez des questions sur votre dossier et la suite du processus? Nous sommes là!* »
- La création de nouveaux postes : un poste de coordonnatrice aux opérations, d'une cheffe d'équipe à l'assignation et adjoints à l'assignation.
- L'optimisation des processus administratifs à l'interne.

EN CHIFFRE

11 754 dossiers des petites créances transmis aux CJP

9400 personnes contactées cette année sur un total de 14 500

5000 rencontres effectuées sur 8000 au total

40% des dossiers traités ont pu être assignés à un médiateur

64% des demandeurs et **32%** des défendeurs ont acceptés de tenter la médiation suite à une rencontre en prémédiation

Malgré de très bons résultats, la DDAJ du MJQ a annoncé aux CJP que le **programme prendrait fin** le 31 mai 2023 pour laisser place à de nouveaux projets. Ainsi, les dossiers déposés et contestés après cette date ne seront pas transmis aux CJP. Nous poursuivrons toutefois le traitement des dossiers déposés et en attente de traitement par les CJP jusqu'en mars 2024.

Les CJP ont su démontrer avec ce projet d'envergure qu'ils étaient des **partenaires de choix** pour le MJQ et qu'ils avaient un rôle à jouer dans l'amélioration de l'accès à la justice. Les CJP travaillent fort pour bonifier leur offre de services en matière de petites créances en lien avec la *Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice*, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec et la *Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique*.

SERVICE INFO-SÉPARATION

Cette année encore, les CJP ont assuré la continuité du Programme Info-Séparation à travers la province. Ce projet pilote mandaté par le MJQ en 2020 fait preuve de son succès avec l'annonce de sa prolongation jusqu'en mars 2024.

Le service Info-Séparation, c'est une **rencontre individuelle** avec un juriste qui permet aux citoyens de recevoir :

- De l'information sur les différents moyens de résolution de conflits, notamment la médiation et de de l'aide à évaluer s'il s'agit d'une option appropriée;
- De l'aide à la préparation pour le processus de médiation;
- De l'information juridique personnalisée à sa situation;
- Du soutien, de l'écoute et de l'orientation vers des ressources appropriées pour ses enjeux.

Ce service est offert individuellement à toutes les personnes résidant au Québec et qui veulent de l'information sur la séparation. Le service est donc offert à tout moment du processus de séparation.

L'ENVOL D'UN SERVICE

L'année 2022-2023 a été marquée par une évolution de l'offre de services qui a eu lieu au printemps 2022. Dès lors, la portée du service a été élargie afin d'inclure **toutes les demandes relatives à une séparation**, peu importe l'intérêt des personnes pour la médiation. Le Programme fait donc peau neuve en se présentant aux citoyens sous le nom Info-Séparation.

Les efforts de communication de l'année suite à ces changements ont été bénéfiques et ont permis aux CJP de mieux se faire connaître. Les campagnes publicitaires pour l'année 2022-2023 qui ont eu lieu sur Facebook ont augmenté les clics vers le site Web des CJP. Ces campagnes ont été actives du 21 octobre au 12 décembre 2022 et du 5 janvier au 2 février 2023. Elles visaient les femmes de 25 à 50 ans séparées ou divorcées avec des enfants de moins de 18 ans qui ont déjà participé à des événements Facebook.

EN CHIFFRE POUR LE NATIONAL

6622 rencontres

93% des personnes n'étaient pas représentées par un avocat

50% intérêt pour la médiation

19% des dossiers étaient judiciairisés

14,6% contexte de violence conjugale

VOLET VIOLENCE CONJUGALE

Pendant l'année 2022-2023, le Groupe de travail en violence conjugale des CJP et la coordonnatrice du Programme Info-Séparation ont apporté de grands changements à l'approche à adopter avec les citoyens concernés par la violence conjugale et familiale.

Particulièrement, le *Protocole en violence conjugale* a été mis à jour par l'introduction d'un nouvel outil - **La trousse d'outil en violence conjugale des CJP**. Cette trousse contient d'ailleurs des formations à suivre, une approche à adopter, un outil de dépistage de la violence conjugale et un bottin des ressources provinciales en violence conjugale.

UN PREMIER FORUM

«Pour un meilleur accès à la justice»

Notre premier forum

«Pour un meilleur accès à la justice» organisé à Rimouski les 12 et 13 octobre 2022 a remporté un vif succès.

Organisé grâce au soutien financier du *ministère de la Justice du Québec*, l'événement a accueilli les représentants d'une **quarantaine d'organisations** des milieux communautaires et judiciaires, afin d'échanger et de réfléchir sur les besoins et les pistes de solution en matière d'accès à la justice. Le Forum, une première au Bas-Saint-Laurent, faisait suite à l'adoption de la loi 26 *Pour un meilleur accès à des services juridiques gratuits ou à coût modique*, qui modifiera de manière significative les façons de faire dans le milieu judiciaire et le milieu communautaire.



DES INVITÉS DE MARQUE

Parmi les moments forts de l'événement, mentionnons la présence de la députée élue de Rimouski, **Mme Maïté Blanchette-Vézina**, (photo à gauche) ministre des Ressources naturelles et des Forêts et ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

M. Pierre Craig, journaliste, (photo à gauche) était présent pour la conférence d'ouverture du forum. Il a aussi participé à la projection de son documentaire *Le Procès* suivi d'une période d'échange avec le public.

Me Miville Tremblay (photo du haut à droite) a offert la formation *Un échange participatif sur les sujets de l'heure concernant la médiation et les modes de PRD* aux représentants des organismes communautaires et aux avocats.

Lisa-Marie Roy (photo du bas à gauche) Conseillère en accès à la justice MJQ. 13



TABLES RONDES

«Comment rendre la justice plus accessible?»

Qui dit forum dit aussi discussions. Nos participants ont échangé en tables rondes sur l'accès à la justice. Cet exercice a permis d'identifier les situations vécues par les organismes communautaires et leur clientèle. Des réflexions ont été amorcées pour identifier les besoins et les solutions possibles pour faciliter l'accès à la justice pour tous.

En effet, **les objectifs** de cette activité étaient les suivants :

- Comprendre les enjeux et besoins en lien de près ou de loin avec la justice pour les différents intervenants et leur clientèle;
 - Identifier les mécanismes de recherche d'information et de ressources judiciaires pour la clientèle et les organismes;
 - Créer une opportunité de réseautage et d'échanges avec les représentants d'organismes communautaires et du domaine judiciaire;
- Amener des solutions concrètes qui favorisent un meilleur accès à la justice.

LES THÈMES

1. Les besoins et situations vécues sur le terrain en lien avec la justice, autant pour les organismes que leur clientèle;
2. La recherche d'information et le suivi auprès de la clientèle : mode d'emploi!;
3. Comment bien outiller les organisations et leur clientèle pour favoriser un meilleur accès à la justice?

Plusieurs enjeux sont ressortis lors des activités, dont la **vulnérabilité** de la clientèle en contexte judiciaire, l'**inaccessibilité financière** et la **complexité** du système de justice, le **besoin d'accompagnement** de la clientèle ainsi que l'**accès** à des ressources et des outils d'information dédiés aux organismes, en soutien aux interventions auprès de leur clientèle. Avec l'arrivée de la loi 26, cet exercice nous permettra d'élaborer un plan d'action cohérent qui saura répondre aux besoins, et ce, en collaboration avec les ressources judiciaires et communautaires existantes. 14

Animée par **Catherine Brunet et Pier-Luc Funk**, notre série balado *CONTACTS : UNE ÉTAPE À LA FOIS* éclaire sur la notion de consentement et le processus de plainte en cas de violence à caractère sexuel chez les ados. Pour chacun des 9 épisodes, on a mis en scène une situation préoccupante et on a donné le micro aux jeunes du secondaire pour qu'ils se prononcent sur le sujet. Ensuite, avec l'aide de spécialistes en la matière, on a décortiqué les questions du jour et on a apporté des pistes de solutions, pour qu'ensemble, on essaye de démêler tout ça...une étape à la fois!

Mise en ligne en mars 2022, c'est près de **5 280 téléchargements** au 31 mars 2023. Nos épisodes *#moiaussi*, *consentement* et *sexter* sont les plus populaires!

Disponible gratuitement sur plusieurs applications telles que Apple Podcasts et Spotify, c'est avec une immense fierté que notre série balado fait maintenant partie de la nouvelle collection de **Radio-Canada OHdio** pour les parents : OH! ENFANTS À BORD, dévoilée à Montréal le 1er mars 2023. OH! ENFANTS À BORD, une toute nouvelle collection spécialement pensée pour les parents, afin de les aider dans leur vie de famille.



Crédit photo : Yannick Khong

Sur la photo : Me Marie-Josée Fournier, directrice générale (au centre), était donc au lancement festif organisé avec des médias et influenceurs pour favoriser le bouche-à-oreille, en formule 5 à 7 à la brasserie Mellön à Montréal! Elle était joliment accompagnée sur la photo par Marie-Ève Ellefsen et de Francis Corbeil-Savage de l'équipe productrice **Roméo**, de nos deux animateurs, Catherine Brunet et Pier-Luc Funk et d'Éric Santerre et d'Alexandre Feydri de l'équipe de promotion **Tök Communications.**

L'offre pour les jeunes parents étant assez limitée dans le marché francophone actuel, alors que les balados et livres audios sont des formats très prisés par les jeunes adultes; comme diffuseur public, Radio-Canada a décidé de dédier des contenus faits sur mesure pour cette cible afin de s'inscrire dans leur quotidien, dans les grands comme les petits moments, et de leur offrir du contenu gratuit, éducatif et divertissant, pour les accompagner dans leur parcours de vie.

De plus, notre série balado est en nomination aux **PRIX NUMIX** dans la catégorie Impact social. Depuis 2010, les PRIX NUMIX récompensent l'excellence des contenus numériques du Québec. La mention impact social vise à souligner un projet, un événement ou une initiative qui génère un impact positif dans la communauté, démontre un engagement envers l'écoresponsabilité et l'environnement, ou provoque des retombées concrètes sur la société en général. Le lauréat de cette catégorie sera déterminé suite à un vote du public au gala des 14e PRIX NUMIX le 31 mai 2023 au Studio-Cabaret de l'Espace St-Denis à Montréal! Nous nous réjouissons de cette belle nomination!



Crédit photo : Laurie Cardinal



Catherine Brunet et Pier-Luc Funk
Crédit photo : Yannick Khong

Enfin, en collaboration avec d'autres CJP du réseau, nous travaillons actuellement à l'élaboration de la **séance d'information CONTACTS : UNE ÉTAPE À LA FOIS**, qui sera offerte par les juristes des CJP dans les écoles secondaires du Québec, ainsi qu'auprès d'autres organismes tels que les maisons des jeunes à l'hiver et/ou au printemps 2024.



PROJET D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOSOCIAL

En 2022, nous avons reçu une subvention de 50 000 \$ du MJQ pour soutenir **l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité et offrir un meilleur continuum de services**. Le CJP de l'Outaouais également.

Notre projet vise plus particulièrement l'embauche d'une coordonnatrice du milieu social afin de réaliser les objectifs suivants :

- Accompagner et soutenir les personnes en situation de vulnérabilité;
- Soutenir les juristes du CJP BSL;
- Être une agente de liaison avec le milieu communautaire à vocation sociale et les Centres de santé communautaire;
- Superviser des étudiants en sciences sociales;
- Documenter l'expérience en tant que projet pilote.

Nous croyons qu'en bonifiant les services juridiques avec un service de soutien psychosocial, nous pouvons améliorer l'expérience de la personne dans son parcours judiciaire et ses démarches. En travaillant en **collaboration** et en **complémentarité** avec les juristes, nous croyons que l'accès et l'intégration de l'information seront facilités et mieux adaptés aux diverses réalités vécues. Nous croyons que de cette manière, la justice sera mise au service des personnes et sera plus efficiente et plus humaine, augmentant du même coup leur confiance envers le système de justice.

Pour ce faire, nous devons d'abord rejoindre ces populations vulnérables et c'est pourquoi un travail de **partenariat** et de communication doivent être effectués auprès des différents acteurs de la communauté qui sont en contact avec ces personnes. Les juristes et différents membres de notre équipe doivent aussi être outillés à pouvoir repérer ces personnes en situation de vulnérabilité et pouvoir y réagir de façon adéquate. Une évaluation des besoins et attentes de l'équipe a été réalisée dès l'entrée en poste de notre coordonnatrice psychosociale, Marie-Christine Loubert, que nous avons accueillie avec bonheur en février 2023 après de nombreuses difficultés de recrutement. C'est ainsi que notre travail en **équipe multidisciplinaire** débute enfin! Nous avons hâte de vous faire connaître les résultats de notre projet en 2024.

SÉANCES D'INFORMATION

Notre équipe de juristes offre des séances d'information juridique de groupe aux citoyens et aux intervenants des organismes de notre région.

Nous travaillons au développement d'une nouvelle **offre personnalisée** qui répondra aux différents besoins et intérêts des groupes ci-haut mentionnés. Plusieurs domaines de droit seront couverts selon la demande. Nos séances peuvent se tenir dans nos locaux, dans les locaux des organismes ou en virtuel.

LES SÉANCES EN CHIFFRE

6

Les rôles et responsabilités des administrateurs d'un OBNL

1

La séparation

1

Le droit des consommateurs

1

Les troubles de voisinage

135

personnes informées

5

municipalités différentes

SALON VITALITÉ ET JOIE DE VIVRE

Le *Carrefour 50 ans et +* a organisé, pour souligner leur **50 ans d'existence**, un salon rassemblant plus de 30 exposants et plusieurs conférences les 27 et 28 mai 2022. Ce sont plus de **1500** personnes qui ont participé et notre directrice générale, Me Marie-Josée Fournier, a animé l'assemblée générale du *Carrefour 50 ans et +* lors de l'événement.



Me Laurence Guénette

FORMATIONS

L'équipe aura participé à **25** activités de formation continue :

- Participation au webinaire : L'outil d'aide au divorce (nouveau modèle de Demande introductive d'instance en divorce conjoint pour les couples sans enfants) dispensé par JuridiQC;
- Formation Justice Allié-e.s : Vers un accès à la justice ouvert, inclusif et sécuritaire pour les communautés 2SLGBTQIA+, dispensée au réseau des CJP;
- Convention entre actionnaires 201 : clauses complexes, évaluation et fiscalité, dispensée par le Barreau du Québec;
- Série santé mentale : Stress et anxiété, dispensée par le Barreau du Québec;
- Le nouveau Code de procédure civile : L'exécution des jugements, dispensée par le Barreau du Québec;
- Comment aider le client déstabilisé à considérer le mode approprié de règlements des différends, dispensée par le Barreau du Québec;
- Le nouveau Code de procédure civile : Droit des personnes et de la famille, dispensée par le Barreau du Québec;
- Droit de la famille : Patrimoine familial, dispensée par le Barreau du Québec;
- Violence conjugale et violence sexuelle : des outils pour soutenir les juristes et leurs client.e.s, dispensée par le Centre d'accès à l'information juridique;
- Testaments et mandats : normes de protection;
- Un échange participatif sur les sujets de l'heure concernant la médiation et les modes de prévention et règlement des différends (PRD), dispensée par Me Miville Tremblay;
- Médiation 101, dispensée par Me Miville Tremblay;
- Rôle du juriste en prémédiation aux petites créances, dispensée par Me Miville Tremblay;
- Stratégies de communication, dispensée par Marianne Leaune-Welt;
- Conseils pratiques pour naviguer dans un dossier d'insolvabilité, dispensée par Fasken;
- Revue de la jurisprudence marquante 2022, dispensée par Fasken;
- Présentation sur les nouvelles obligations LAPVIC;
- Jurisprudence marquante en droit de la famille 2020-2021, dispensée par Me Michel Tétrault;
- Ergonomie au bureau et en télétravail;
- Leadership : mobilisez vos équipes vers la réussite, dispensée par le Barreau du Québec;
- Les développements récents en droit de la famille 2022, dispensée par le Barreau du Québec;
- Les modifications à la loi sur la protection de la jeunesse 2022-2023, dispensée par Me Julie Goulet;
- Le CAVAC et ses programmes Témoin enfant et Témoin vulnérable, dispensée par Me Édith Arbour;
- Preuve et procédure dans les dossiers en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale, dispensée par Me Hugo Caissy;
- Droit familial et violence, dispensée par Me Amélie Samson;
- Colloque dans le cadre du Mois de la Justice 2023, organisé par la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) et la clinique juridique Juripop : « Ensemble pour l'accès à la justice, entre autonomisation et forces collectives ». 3 panels : Les cliniques juridiques multidisciplinaires : une force collective pour l'accès à la justice, les modes de règlement des différends : une voie vers l'autonomisation des citoyens? Et les outils numériques : Instrument ou frein pour l'autonomisation du citoyen et l'accès à la justice.

CHRONIQUES JURIDIQUES

Parce que la radio est un **média incontournable**, nous sommes heureux de rejoindre plusieurs auditeurs à toutes les semaines lors de notre chronique juridique à l'émission *Même fréquence*, en lien avec les actualités régionales, nationales ou internationales.

La chronique est animée par Maude Rivard et par Me Marie-Josée Fournier, notre directrice. Une heureuse collaboration qui est née pendant la pandémie de la covid-19 et qui se poursuit toujours.

Merci à toute l'équipe de **Radio-Canada ICI Est-du-Québec!**



ACTIVITÉS D'ÉQUIPE

LAC-À- L'ÉPAULE

Les CJP ont fait appel à l'organisme **PAIR** afin de les aider dans une démarche de **planification stratégique** dans l'objectif de dégager une **vision commune** du réseau des CJP et d'identifier des **orientations stratégiques** pour les cinq années à venir.

Notre équipe et notre conseil d'administration ont donc eu le plaisir de se réunir afin de tenir un Lac-à-l'épaule à *La Station*, un bel espace de travail partagé à Rimouski. Animé par Mme Véronique Houle.

Cette activité nous a permis d'échanger sur les points forts et les points à améliorer, nos besoins et nos attentes actuels des CJP et des partenaires ainsi que sur nos opportunités et les contraintes en regard de l'environnement externe.

Un rapport sera transmis aux CJP et nous permettra de prioriser les actions à entreprendre.



JURIJASE

Ce moment **collaboratif** entre les juristes de l'ensemble du réseau s'est poursuivi pour une troisième année consécutive. Ce forum permet aux juristes de discuter d'un sujet prédéterminé et de partager des trucs et des astuces variés.

TEAM BUILDING

Pour notre équipe, il est important de **resserrer nos liens** lors de différentes activités. Par exemple, en septembre 2022, nous sommes allés marcher au Parc du Bic et nous avons fait un pique-nique. Beaucoup de plaisir et boîte de chocolats partagée! Nous sommes aussi allés à la cabane à sucre.

En janvier 2023, en compagnie de l'équipe du Centre de justice de proximité de l'Outaouais et celle du Centre de justice de proximité de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, nous avons fait l'activité virtuelle Totem! Conférence sur l'auto-détermination, la motivation et le lien avec la rétroaction et atelier de rétroaction positive entre collègues.

Marie-Josée, notre directrice générale, vous partage son totem : Saumon sensible.

Et oui, ce que l'on aime d'elle? Elle ne laisse jamais tomber!
Ce qui nous inspire chez elle? Sa sensibilité.

On vous partage également celui de notre collègue Maggy : Léopard Vif.

Ce que l'on aime d'elle? Elle passe rapidement à l'action.
Ce qui nous inspire chez elle? Sa vivacité d'esprit.

Sauriez-vous découvrir les totems de chaque membre de notre équipe?

IMPLICATIONS DANS LE RÉSEAU DES CJP

Chaque année, l'équipe du CJPBSL s'implique dans **divers comités** et **groupes de travail** au niveau national.

- Groupe de travail en violence conjugale
- Comité Séances d'information Inter-CJP

La directrice générale s'implique dans les comités suivants :

- Comité communications
- Comité sur la gouvernance
- Comité stratégique

RESPONSABLE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Karima Djaiz a rejoint le Réseau national des CJP le 9 janvier 2023 en tant que Responsable des technologies de l'information.

Son mandat consiste à offrir de l'**aide et du soutien technique** à l'ensemble des CJP en matière de gestion de logiciels informatiques. Elle gère principalement la suite Microsoft 365 et l'environnement Azur AD, le logiciel de gestion de la relation client ADA, l'application de communication Workplace ainsi que le site Web des CJP et les différents compte Google AdGrants (en l'absence d'une ressource nationale pour les communications).

Depuis son arrivée en poste, elle a offert de l'assistance technique à plusieurs employés, automatisé et simplifié certains processus de collaboration entre les équipes, mis en place une stratégie de cybersécurité de base et réalisé un sondage de satisfaction à propos d'ADA.

En plus, elle a fait un grand ménage lié à l'attribution des licences Office 365 ce qui a permis aux CJP de récupérer plus de 30 licences E2 et 5 licences E3. Ce ménage aide aussi à renforcer la sécurité des données, car il a aidé à identifier les utilisateurs qui ne devraient plus avoir accès au système.



Toujours dans l'environnement MS 365, Karima assure les différentes extractions de rapports dans Power BI ce qui aide les différentes directions à garder un œil sur leurs statistiques et pouvoir corriger les erreurs, au besoin.

Finalement, elle a créé une structure SharePoint qui permet de partager facilement des documents avec la DDAJ.

Elle travaille actuellement, avec l'aide du comité TI, sur le projet de refonte, voire le remplacement, de la plateforme ADA. Karima envisage aussi de mettre en place un programme de formation MS 365, à l'interne, qu'elle commencera à offrir aux employés à partir du mois de juin 2023.

LES STATISTIQUES - NOTRE ANNÉE EN CHIFFRES

2161
rencontres

Citoyens
répondus
1847

78% au téléphone

17% en présence

4% en virtuel

Rencontres
d'Info-dossier
petites créances

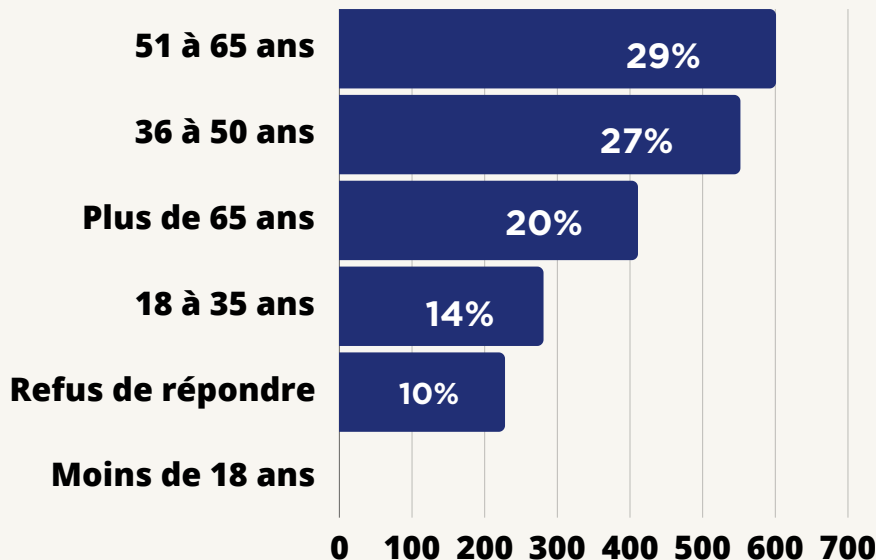
401

Rencontres
d'Info-Séparation

293

Rencontres
d'information
juridique

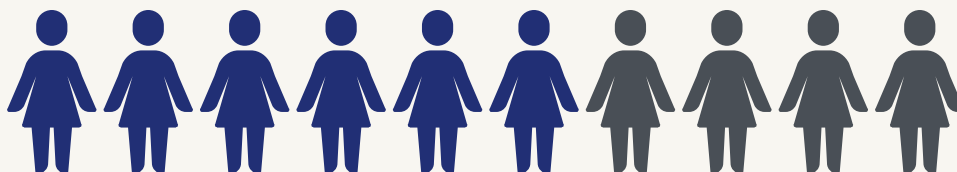
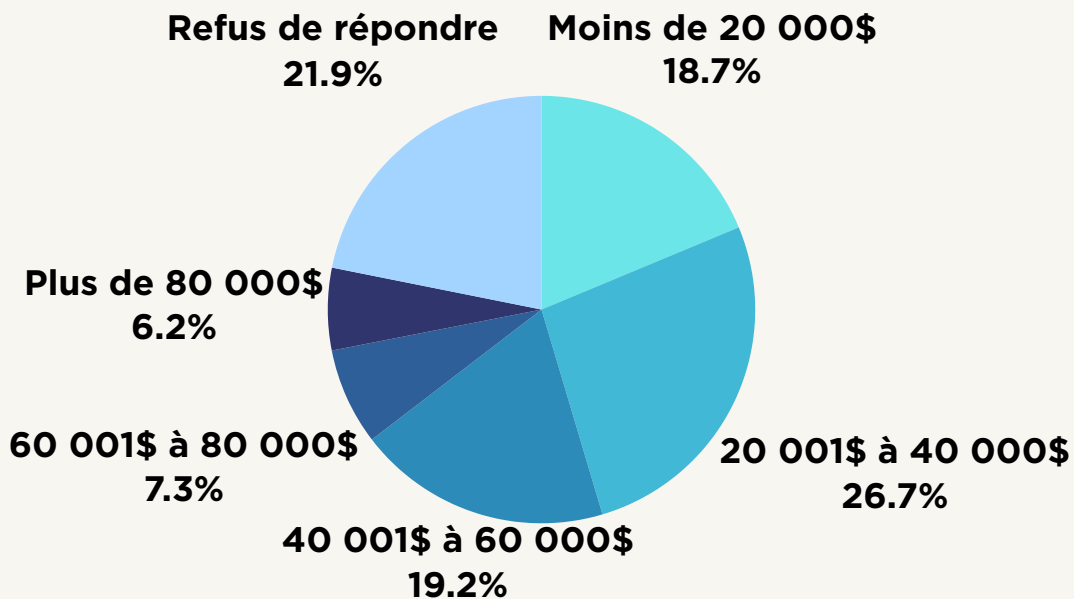
1153



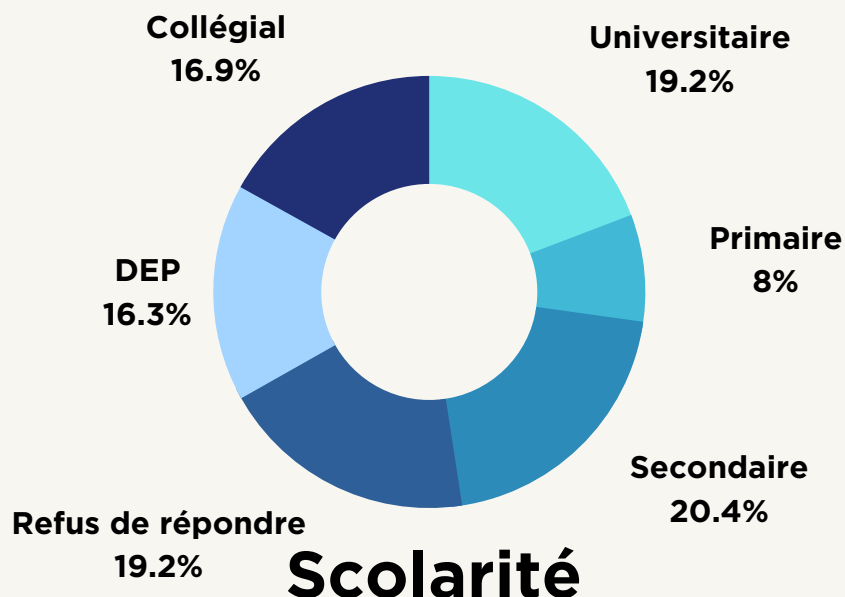
100%
↓
En
français

DONNÉES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Revenu



56% sont des femmes



DONNÉES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

29

personnes vivaient avec une limitation fonctionnelle

17

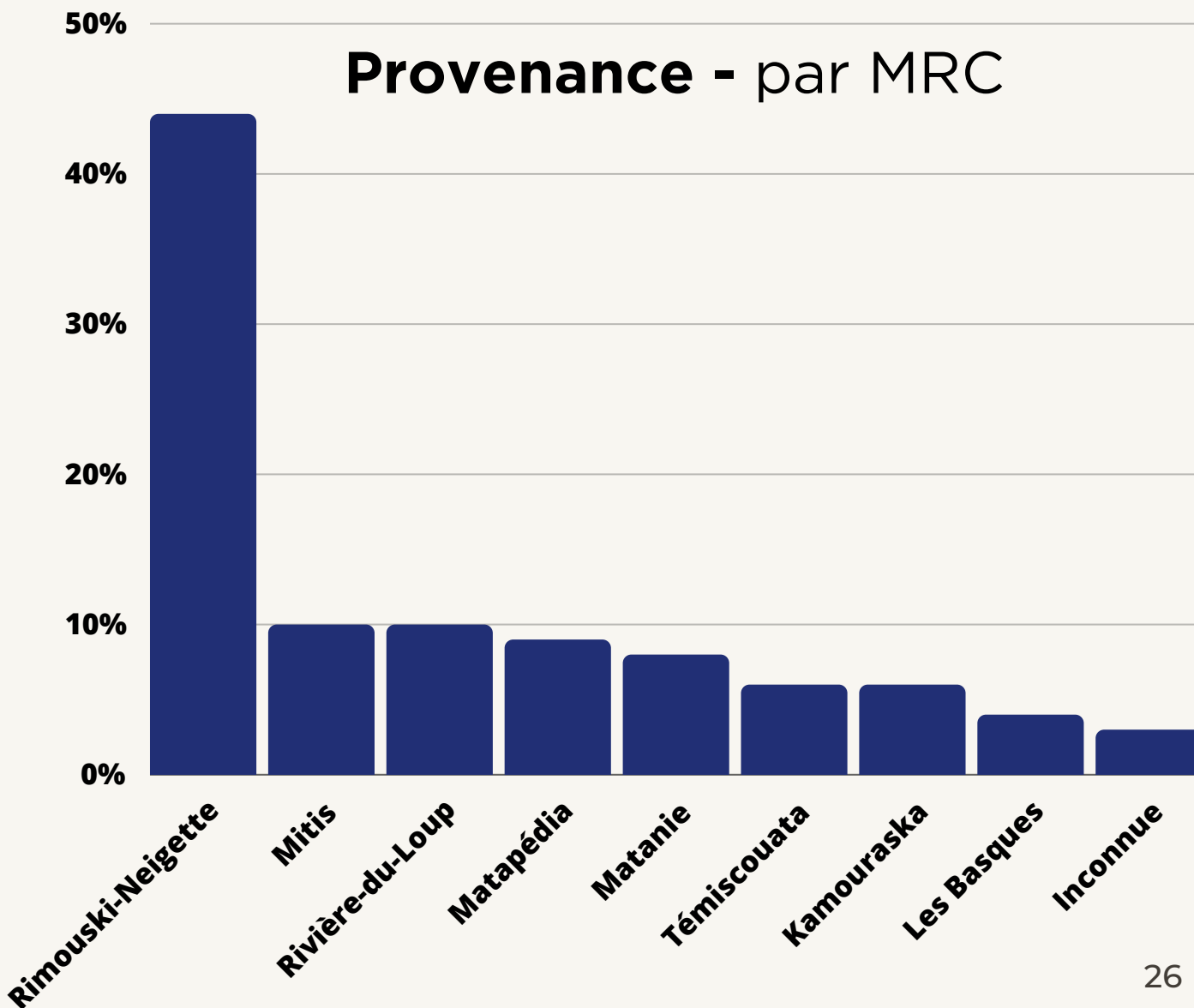
cas de violence conjugale ont été détectés

26

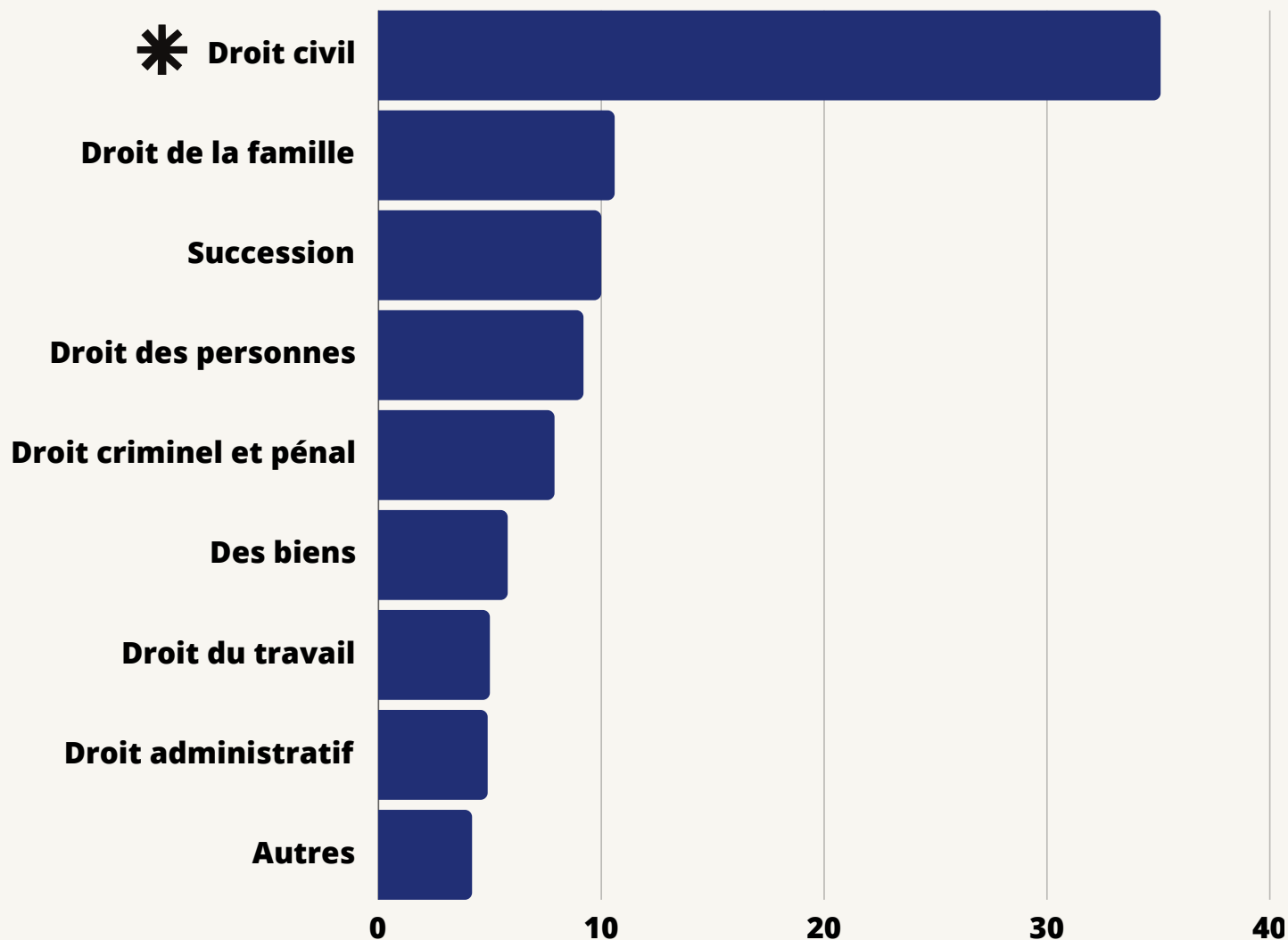
personnes ont déclaré s'identifier à une minorité visible ou ethnique

11

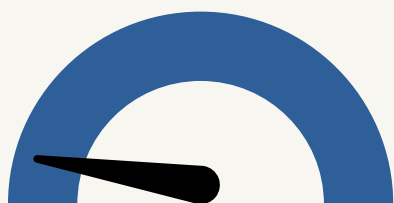
cas de maltraitance envers les aînés ont été détectés



LES DOMAINES DE DROIT



* **33%** Logement
* **38%** Contrats



95 dossiers sont déjà judiciairisés



300 personnes se représentent seules



301 personnes ont choisi des modes de PRD

COORDONNÉES

180, rue des Gouverneurs,
Bureau 125

Rimouski, QC, G5L 8G1

418-722-7770

1 855 345-7770

justicedeproximite.qc.ca



**CENTRE DE JUSTICE
DE PROXIMITÉ**
du Bas-Saint-Laurent